



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

**Secrétaire de séance**

GODET Nathalie

**Excusés**

LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)  
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)  
BODENEZ Guillaume (pouvoir à MEVEL Stéphanie)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
YVINEC Odile (pouvoir à TANGUY Anne)

**Absents**

HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline

Conseil de Communauté du 17 septembre 2021  
Délibération n°DCC2021\_137

<b>Objet</b>	<b>Création du Comité des partenaires de la mobilité</b>
Rapporteur	Julien POUPON
Service	Pôle Aménagement
Thème	Mobilité

Julien POUPON donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Afin de répondre de manière pertinente aux enjeux du territoire en matière de mobilité, la Communauté souhaite travailler avec les acteurs du territoire dans l'écriture et le suivi de sa politique. Cette démarche partenariale locale associera notamment les employeurs, les acteurs sociaux et éducatifs, les habitants et les usagers sous deux formes :

- à l'occasion des groupes de travail qui permettront de mettre en place les actions mobilité,
- au moyen d'une instance de suivi et d'évaluation de la politique mobilité composé des représentants des acteurs locaux, objet de la présente délibération.

Cette volonté locale se voit traduite par une disposition de la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019. La loi a en effet introduit aux termes de son article 15 la création d'une instance de gouvernance, le comité des partenaires, par les autorités organisatrices de la mobilité.

La loi prévoit que ce comité associe a minima des représentants des employeurs et des associations d'usagers ou d'habitants.

L'objet de la présente délibération est de créer ce comité ainsi que d'en fixer la composition et les modalités de fonctionnement.

**Rôle du Comité des partenaires**

La loi prévoit que les autorités organisatrices consultent le comité des partenaires :

- au moins une fois par an et avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire ainsi que sur la qualité des services et l'information des usagers mise en place,
- avant toute instauration ou évolution du taux du versement destiné au financement des services de mobilité
- avant l'adoption du document de planification qu'elle élabore au titre du III de l'article L. 1231-1-1 de la LOM (plan mobilité en cours d'élaboration).

Il peut également être consulté à l'occasion de l'évaluation de la politique de mobilité par l'autorité organisatrice de la mobilité prévue aux articles L. 1231-1-1 et L. 1231-3 et sur tout projet de mobilité structurant (dispositions introduites par la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite « Climat-Résilience », en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022).

**Composition du Comité des partenaires**

Sous réserve d'associer a minima des représentants d'employeurs et des associations d'usagers ou d'habitants, l'autorité organisatrice est libre d'associer d'autres partenaires et de fixer le nombre de représentants souhaité.

La loi « Climat-Résilience » du 22 août 2021, introduit également une disposition visant à intégrer des habitants par tirage au sort pour participer à ce Comité des Partenaires, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Il est donc proposé de tirer au sort au minimum 5 habitants à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022

Le Comité des partenaires de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas est présidé par le président ou son représentant.

La composition de ce comité est proposée en annexe de la présente délibération, sous réserve d'acceptation des membres visés.

**Fonctionnement du Comité des partenaires**

Il se réunit au-moins une fois par an sur invitation du président. Il peut, en outre, être réuni par son

président chaque fois que celui-ci le juge utile.

Le comité des partenaires émet un avis simple mais obligatoire sur les sujets susmentionnés. Cet avis devra être mentionné dans les délibérations concernant les sujets traités par ce comité.

Le président peut également inviter au Comité des partenaires des acteurs extérieurs, en fonction de l'ordre du jour. Ces invités assistent avec voix consultative aux réunions du comité des partenaires.

Pour chaque structure membre du comité, un seul représentant pourra physiquement participer aux réunions du comité. Afin de rendre son avis, le comité délibère valablement sans condition de quorum.

Le règlement intérieur du comité des partenaires fera l'objet d'une proposition aux membres représentants à l'occasion de la première séance d'installation avant adoption par le conseil de Communauté.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article L.1231-5 du Code des transports, modifié par la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientations de mobilités – article 15 et par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 141 (V) dite loi « Climat-Résilience »,

Considérant la volonté de construire une démarche partenariale de territoire en matière de mobilité,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 1 septembre 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 24 août 2021

## **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

### **Article unique : Approuve :**

- **la création du comité des partenaires de la mobilité de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et ses modalités de fonctionnement,**
- **la composition détaillée des 36 membres précisée en annexe.**